

Du 18 juillet 2019

Rôle Général

BJ/TCC/2018/0093

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION II

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Romain KOFFI

Assesseurs : Eric ASSOGBA et Cyprien TOZO

Ministère Public : Mario Elomn METONNOU

Greffier : Louis K. HOUNGBO

- Raymond EDJEKPOTO
- Société ETORAY BTP SARL

(Me Amos AKONDE)

C/

- BIBE

(Mes Gabriel, Romain DOSSOU &
Hermann YENONFAN)

- ETAT BENINOIS

Débat le 27 juin 2019 ;

Jugement contradictoire en premier ressort prononcé à l'audience publique du 18 juillet 2019 ;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDEURS :

OBJET

Païement

- **Raymond EDJEKPOTO**, commerçant, de nationalité béninoise, exerçant sous l'enseigne « ETORAY BTP », immatriculé au registre du commerce et du crédit mobilier de Porto – Novo, sous le n°434/94-A demeurant et domicilié ès qualité à Parakou, tél. 23 61 39 09 / 21 38 29 20, email : etoray@intnet.bj;

- **Société ETORAY BTP SARL**, Société à responsabilité limitée au capital social de FCFA 10.000.000, immatriculée au RCCM sous le numéro COT/08/B 3089, dont le siège social à Cotonou, lot 1516, parcelle « f », lieudit Vêdoko Gbénonkpo, agissant aux poursuites et diligences de son gérant, Raymond EDJEKPOTO, demeurant et domicilié ès qualité audit siège ;

Assistés de Maître Amos AKONDE, Avocat au Barreau du Bénin ;

DEFENDEURS :

- **Banque Internationale du Bénin (BIBE) SA**, Société anonyme au capital social de FCFA 9.000.000.000, immatriculée au RCCM sous le n°15.125-B RB, dont le siège social est sis au carrefour des trois banques, Avenue GIRAN, Cotonou – 03 BP 2098 Jéricho COTONOU, tél. (229) 21 31 04 62, fax. (229) 21 31 16 05, N° IFU 32007000700019011, prise en la personne de son représentant légal, demeurant et domicilié ès qualité audit siège à Cotonou ;

Assistée de Maîtres Gabriel et Romain DOSSOU, Hermann YENONFAN, Avocats au Barreau du Bénin ;

- **Etat béninois**, représenté par l'Agent Judiciaire du Trésor, demeurant et domicilié ès qualité en ses bureaux dans l'enceinte de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique, sis à Cotonou, route de l'aéroport international Cardinal Bernardin GANTIN ;

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré ;

FAITS ET PROCEDURE

Raymond EDJEKPOTO et la Société ETORAY BTP SARL entretiennent dans les livres de la BIBE SA, plusieurs comptes qui présentent des soldes débiteurs ;

Pour exécuter les marchés de construction dont ils ont la charge, Raymond EDJEKPOTO et la Société ETORAY BTP SARL ont sollicité en vain de la BIBE, l'obtention des 70% des décomptes versés sur les comptes par l'Etat ;

Par acte du 28 février 2018, Raymond EDJEKPOTO et la Société ETORAY BTP SARL ont attiré devant le tribunal

de commerce de Cotonou, la BIBE et l'Etat béninois pour obtenir :

- par décision avant dire droit :
 - le reversement à ETORAY BTP de 70% des décomptes payés ou à payer dans ses livres afin de lui permettre d'évoluer dans l'exécution des marchés en cours ;
 - le versement des prochains décomptes entre les mains d'une institution financière ou d'un administrateur séquestre, avec injonction à celle – ci ou celui – ci de mettre à la disposition d'ETORAY BTP, les fonds nécessaires à l'exécution des marchés ;
 - une expertise de l'ensemble de leurs comptes dans les livres de la BIBE SA afin de déterminer l'ampleur des irrégularités de gestion et leur incidence en termes d'agios fictifs et de trop perçus d'agios ;
 - l'exécution provisoire sur minute de cette décision ;
- par décision au fond
 - le reversement par la BIBE des trop perçus d'agios et autres frais fictifs prélevés ;
 - le paiement de la somme de un milliard cinq cent millions (1.500.000.000) de francs CFA à titre de dommages – intérêts pour toutes causes de préjudices confondus ;
 - l'exécution provisoire sur minute de la moitié de la condamnation pécuniaire prononcée ;

Par jugement avant dire droit n°28/18/CJ/SII/TCC du 31 mai 2018, la juridiction saisie a statué comme suit :

« Statuant publiquement, contradictoirement, avant dire droit en matière commerciale et en premier ressort ;

- Rejette les demandes de reversement de décomptes et de désignation d'une autre institution financière ou d'un administrateur séquestre pour recevoir les décomptes versés au profit de ETORAY BTP ;
- Nomme en qualité d'expert, ADONON Kossi Romaric Enaboua, BP 1065 Cotonou, tél. 21 03 09 76 / 95 84 92 95 aux fins de :

- Procéder à l'analyse des comptes 120735.03.05.58, 120.735.03.06.61 et 120.735.03.07.64 au nom de ETORAY BTP dans les livres de la BIBE à partir de novembre 2011 ;
- Apprécier les différentes imputations opérées par la BIBE sur lesdits comptes au regard des différents contrats entre elle et ETORAY BTP ;
- Dégager les conclusions appropriées et avec les justifications nécessaires ;
- Dit que l'expert ainsi commis dispose d'un délai maximum d'un (01) mois à compter de la notification de la présente décision pour nous présenter son rapport ;
- Met les frais à la charge des parties chacune pour moitié ;
- Ordonne l'exécution provisoire du présent jugement ;
- Dit n'y avoir lieu à exécution sur minute ;
- Renvoie la cause au 12 juillet 2018 pour rentrée du rapport d'expertise ;
- Réserve les dépens » ;

Par requête enregistrée au Secrétariat du Président du tribunal, le 02 août 2018, l'expert commis a sollicité la fixation de ses honoraires à 30.000.000FCFA et la consignation de la moitié revenant à chacune des parties au greffe du tribunal ;

Suivant conclusions du 06 août 2018, Raymond EDJEKPOTO et la Société ETORAY BTP SARL ont sollicité la fixation d'une provision sur la rémunération de l'expert à la somme de 2.000.000FCFA pour pallier les difficultés relatives à la rémunération de l'expert et qui constituent des obstacles à la réalisation de l'expertise ;

Par courrier enregistré au secrétariat du Président du tribunal le 13 août 2018, Raymond EDJEKPOTO et la Société ETORAY BTP ont renoncé à leur demande de fixation de provision au profit de l'expert et ont sollicité la désignation d'un nouvel expert en remplacement de Romaric ADONON ;

Suivant jugement avant dire droit n°74/18/CJ/SII/TCC du 30 août 2018, le tribunal a décidé ainsi qu'il suit : « Statuant publiquement, contradictoirement, avant dire droit en matière commerciale et en premier ressort ;

- Rejette en l'état, la demande de fixation d'honoraires sollicitée par l'expert commis ;
- Rejette également la demande de désignation d'un nouvel expert formulée par Raymond EDJEKPOTO et ETORAY BTP ;
- Ordonne à la BIBE d'une part, Raymond EDJEKPOTO et ETORAY BTP d'autre part, de consigner au greffe du tribunal de commerce de Cotonou, au profit de l'expert commis, chacun, la somme de deux millions (2.000.000) francs CFA au plus tard le 30 septembre 2018 ;
- Enjoint à l'expert de déposer son rapport au plus tard le 15 octobre 2018 ;
- Ordonne l'exécution provisoire du présent jugement ;
- Ordonne la notification par les soins du greffier en chef du tribunal de commerce de Cotonou de la présente décision à la BIBE, à ETORAY BTP ainsi qu'à l'expert commis;
- Réserve les dépens ;
- Renvoie au 25 octobre 2018 pour le dépôt du rapport d'expertise » ;

Raymond EDJEKPOTO et la Société ETORAY BTP SARL ont procédé à la consignation de la somme de 2.000.000 de francs CFA au greffe du tribunal de commerce de Cotonou suivant reçu n°0000061 du 21 septembre 2018 ;

PRETENTIONS ET MOYENS

Suivant observations du 19 février 2019, Raymond EDJEKPOTO et la Société ETORAY BTP SARL demandent la nomination d'un nouvel expert pour une contre-expertise ;

Ils soutiennent que le rapport de l'expert Romaric ADONON présente des insuffisances ;

Que l'expert a manqué de prendre en compte plusieurs détails notamment la date de valeur le jour J des opérations de 2011 à 2018 ;

Que les incidences des erreurs corrigées par la BIBE sont trop importantes pour être qualifiées de « non significatifs » comme l'indique le rapport ;

La BIBE résiste à la demande de contre-expertise au motif que Raymond EDJEKPOTO et la Société ETORAY BTP SARL n'élèvent aucun grief sérieux contre le rapport d'expertise et ne se sont pas encore acquittés des frais de cette expertise ;

Que les résultats de l'expertise sont clairs et précis ;

Le 21 mars 2019, l'expert Romaric ADONON a sollicité la délivrance d'un titre exécutoire pour un montant total de 30.000.000FCFA couvrant ses honoraires et la restitution des sommes consignées au greffe du tribunal ainsi que l'exécution provisoire sur minute ;

Les demandes ayant été jointes au fond, aucune des parties n'a présenté une nouvelle observation ;

MOTIFS DE LA DECISION

1- Sur la mise hors de cause de l'Etat

Attendu qu'une partie atraite en justice doit être mise hors de cause dès lors qu'elle n'a aucun intérêt à figurer au procès ;

Attendu qu'aucune demande n'est formulée à l'égard de l'Etat ;

Qu'au demeurant, l'exécution d'aucune des mesures sollicitées ne lui incombe ;

Que l'Etat n'a dès lors aucun intérêt à figurer dans la présente procédure ;

Qu'il y a lieu d'accéder à sa demande de mise hors de cause ;

2- Sur la contre-expertise sollicitée et le reversement des prélèvements injustifiés

Attendu que la Société ETORAY BTP et Raymond EDJEKPOTO prient le tribunal d'ordonner une contre-

expertise au motif que le rapport d'expertise produit au dossier présente des insuffisances importantes ;

Attendu que l'article 331 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes dispose : « *L'expertise n'a lieu d'être ordonnée que dans le cas où des constatations ou une consultation ne pourraient suffire à éclairer le juge. Une contre-expertise peut toujours être ordonnée par le juge s'il y a lieu* » ;

Qu'une contre-expertise qui reste une faculté ne peut présenter un intérêt que si l'expertise accomplie n'a pas fourni d'éléments suffisants pour éclairer le juge sur le litige ;

Attendu que le rapport d'expertise produit au dossier répond à toutes les prescriptions du jugement avant dire droit n°28/18/CJ/SII/TCC du 31 mai 2018 ;

Que ses conclusions ont relevé des irrégularités dans la tenue des comptes de la Société ETORAY BTP SARL dans les livres de la BIBE SA ;

Qu'au demeurant, Raymond EDJEKPOTO et la Société ETORAY BTP SARL qui contestent le caractère « non significatif », des erreurs mentionné dans le rapport d'expertise ne quantifient point l'impact de ces erreurs qui pourraient fonder une nouvelle expertise ;

Qu'aucune insuffisance caractérisée n'est rapportée en l'espèce ;

Qu'il y a lieu de rejeter la demande de contre expertise formulée par la Société ETORAY BTP SARL et Raymond EDJEKPOTO ;

Attendu par ailleurs que le rapport d'expertise relève un prélèvement injustifié de 53.709.784FCFA par la BIBE sur les comptes de la Société ETORAY BTP SARL ;

Que la BIBE SA n'a élevé aucune contestation à l'égard de cette irrégularité relevée ;

Qu'il y a lieu de lui enjoindre de restituer ladite somme ;

3- Sur la demande de condamnation à des dommages – intérêts

Attendu que la Société ETORAY BTP et Raymond EDJEKPOTO sollicitent la condamnation de la BIBE SA au paiement de la somme de F CFA un milliard cinq cent millions (1.500.000.000) à titre de dommages-intérêts pour toutes causes de préjudices confondus, au motif que celle-ci a manqué à son obligation contractuelle de bonne foi et de loyauté ;

Attendu que quiconque cause un préjudice à autrui, s'oblige à le réparer ;

Attendu qu'il résulte de l'examen des éléments du dossier que la BIBE SA a :

- ✓ procédé à des prélèvements injustifiés au préjudice de la Société ETORAY BTP SARL comme l'indique le rapport d'expertise ;
- ✓ introduit unilatéralement des modifications dans des modèles de garantie de soumission produits par la Société ETORAY BTP SARL et Raymond EDJEKPOTO comme en fait foi le courrier n°150/PRMP/MCTIC/SPPRMP du 06 décembre 2013 relatif à l'appel d'offres pour la construction de deux studios et bureaux annexes pour la nouvelle chaîne de l'ORTB ;
- ✓ manqué de répondre diligemment à des sollicitations des susnommés ainsi qu'il résulte de la sommation interpellative du 10 octobre 2016 et de la réponse de la BIBE le 21 octobre 2013 ;

Attendu que s'il n'est pas acquis que ces agissements de la BIBE SA ont suffi à engendrer des pertes de marchés au préjudice de la Société ETORAY BTP SARL et Raymond ADJEKPOTO, il est établi que la BIBE a manqué à ses

obligations de diligence et de bonne foi dans la gestion de ses relations commerciales à l'égard ceux-ci ;

Que les préjudices résultant de ces manquements méritent réparation ;

Mais attendu que le montant de un milliard cinq cent millions (1 500 000 000) de francs CFA sollicité par la Société ETORAY BTP SARL et Raymond EDJEKPOTO à titre de dommages-intérêts pour toutes causes de préjudices confondus sont exagérés ;

Qu'il y a lieu de le ramener à de justes proportions soit cinq millions (5.000.000) de francs CFA ;

4- Sur les demandes de l'expert

Attendu que l'expert Romaric ADONON sollicite du tribunal :

- la fixation de ses honoraires à la somme de 30.000.0000FCFA à raison de moitié pour Raymond EDJEKPOTO et la Société ETORAY BTP SARL d'une part et la BIBE SA d'autre part ;
- la restitution de la consignation de la provision consignée au greffe ;
- l'exécution provisoire sur minute ;

Attendu que l'article 352, alinéa 1^{er} du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes dispose : « *Sur justification de l'accomplissement de la mission, le juge fixe la rémunération de l'expert et l'autorise à se faire remettre, jusqu'à concurrence des sommes consignées au greffe* » ;

Attendu que par jugement ADD n°28/18/CJ/SII/TCC du 31 mai 2018, le tribunal a commis Romaric ADONON pour procéder à une expertise des comptes de Raymond EDJEKPOTO et de la Société ETORAY BTP SARL dans les livres de la BIBE SA et a, par jugement ADD

n°74/18/CJ/SII/TCC du 30 août 2018, ordonné aux parties de consigner chacune la somme de F CFA deux millions (2 000 000) à titre de provision pour l'expert ;

Qu'en exécution des décisions avant dire droit suscitées, ETORAY BTP et Raymond EDJEKPOTO ont, suivant reçu n°0000061 du 21 septembre 2018 consigné, le montant de F CFA deux millions (2 000 000) au greffe pour le compte de l'expert et celui-ci a, par correspondance du 17 janvier 2019, transmis son rapport au tribunal ;

Attendu que le tribunal dispose d'éléments suffisants pour fixer les honoraires de l'expert commis à la somme 20.000.000FCFA à raison de 10.000.000FCFA à la charge des parties chacune pour moitié ;

Que le rapport d'expert étant produit au dossier, il y a lieu d'ordonner la restitution de la somme de 2 000 000 consignée au profit de l'expert, par ETORAY BTP et Raymond EDJEKPOTO ;

Que plus rien ne justifiant le maintien de la consignation, il y a lieu de l'assortir de l'exécution provisoire sur minute ;

Mais attendu que si l'exécution provisoire dans la limite légale est justifiée en ce qui concerne la fixation des honoraires, aucun élément du dossier ne permet d'accéder à l'exécution sur minute de cette mesure ;

Qu'il n'y a lieu à exécution sur minute à cet égard ;

5- Sur l'exécution provisoire sur minute sollicitée par la Société ETORAY BTP SARL et Raymond EDJEKPOTO

Attendu que lorsqu'elle n'est pas de droit, l'exécution provisoire peut être ordonnée en cas d'urgence ou de péril en la demeure et ce, pour partie n'excédant pas la moitié de la condamnation ;

Qu'en ce qui concerne l'exécution sur minute, elle ne peut être ordonnée qu'en cas d'extrême urgence ou d'absolue nécessité ;

Attendu qu'il est constant que la Société ETORAY BTP SARL éprouve des difficultés financières ;

Qu'il y a urgence à procéder à la restitution des prélèvements injustifiés ;

Que c'est à juste titre qu'elle sollicite l'exécution provisoire ;

Mais attendu que la demande d'exécution sur minute de cette mesure n'est pas justifiée ;

Qu'il y a lieu de la rejeter ;

Attendu par ailleurs que les dommages – intérêts objet de condamnation ne présentent aucun caractère d'urgence ;

Qu'il n'y a lieu à les assortir de l'exécution provisoire ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

1- Met hors de cause l'Etat béninois ;

2- Rejette la demande de contre-expertise formulée par la Société ETORAY BTP SARL et Raymond EDJEKPOTO ;

3- Condamne la BIBE SA à reverser, au titre de trop-perçus, la somme de F CFA cinquante-trois millions sept cent neuf mille sept cent quatre-vingt-quatre (53 709 784) à la Société ETORAY BTP SARL ;

4- Condamne également la BIBE SA à payer à la Société ETORAY BTP SARL et Raymond EDJEKPOTO, la somme de F CFA cinq millions (5 000 000) à titre de dommages-intérêts pour toutes causes de préjudices confondus ;

5- Fixe la rémunération de l'expert Romaric ADONON comme suit :

✓ 10.000.000FCFA à la charge de Raymond EDJEKPOTO et la Société ETORAY BTP SARL ;

✓ 10.000.000FCFA à la charge de la BIBE SA ;

6- Ordonne la restitution au profit de l'expert susnommé, de la somme de 2.000.000FCFA consignée par Raymond EDJEKPOTO et la Société ETORAY BTP SARL entre les mains du greffier en chef du tribunal de commerce de Cotonou suivant reçu n°000061 du 21 septembre 2018 ;

7- Ordonne l'exécution provisoire à hauteur de moitié des mesures de reversement de trop perçu et de fixation de la rémunération de l'expert ;

8- Ordonne l'exécution provisoire sur minute de la mesure de restitution de consignation ;

9- Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire de la condamnation à des dommages-intérêts ;

10- Dit n'y avoir lieu à exécution sur minute des mesures de reversement de trop perçus et de fixation de la rémunération de l'expert ;

11- Condamne la BIBE SA aux dépens.

ONT SIGNE

LE GREFFIER

LE PRESIDENT